

des Etats Unis, et il n'y a rien d'étonnant à ce que ces mêmes messieurs se sentent indignés dès qu'on met en doute l'exactitude de rapports qui déprécient notre pays. Le député du comté de Charlotte nous a dit que nous nous opposons à la discussion de cette question. Eh ! bien, la manière dont elle a été conduite par les membres de la gauche, en est seule la cause. Quant à nous, députés de la droite, nous sommes d'opinion que nous pouvions employer notre temps à quelque chose de plus utile, qu'à déprécier notre patrie, même si elle ne nous offre pas tous les avantages dont nous aimerions à la voir dotée.

J'ai constaté avec plaisir qu'un trait de lumière avait frappé l'esprit du député de Middlesex-Ouest, et l'avait forcé d'admettre que nous ne devons pas déprécier notre propre pays ; que si nous publions devant le monde entier que ce pays n'offre aucun avantage à ses habitants, nous ne devons pas nous étonner si l'émigration est considérable, et si nous éprouvons des difficultés à y attirer une immigration des autres pays.

M. MILLS. Les honorables membres de l'autre côté de la Chambre ont fait la même chose pendant les cinq années qu'ils ont été dans l'opposition.

M. BERGIN. Je nie l'exactitude de cet avancé, mais puisque ce sont ces messieurs qui possèdent toute l'intelligence du pays, ils devraient avoir honte de suivre un tel exemple. Le député de Middlesex diffère d'avec son chef et je ne désespère pas de le voir traverser de ce côté de la Chambre, après l'avoir entendu nous dire que le gouvernement devrait prendre les moyens d'arrêter le courant de l'émigration de notre population vers l'étranger et aussi d'attirer l'immigration dans notre pays. Quant à ces cinq années—glorieuses pour le député de Bothwell—elles ont été employées par ce député et ses amis, à démontrer au peuple que les membres d'un gouvernement ne sont que des mouches de coche incapables de rendre aucun service au pays.

Le député de Charlotte (M. Gillmor) nous a dit que nos comestibles et le combustible étaient fortement taxés.

UN MEMBRE. Cela est vrai.

M. BERGIN. Non, cette assertion n'est pas exacte ; et lorsque ces honorables messieurs ont fait ces avancés, ils nous ont fourni la preuve qu'ils étaient plus fidèles à leur tactique de parti pris, qu'aux intérêts de leur pays.

Je ne crois pas aux exagérations de ces honorables messieurs qui n'ont certainement pas les mêmes sentiments patriotiques qui distinguent le député de Middlesex—lequel monsieur nous a dit qu'il regrettait d'avoir à constater une augmentation dans le courant de l'émigration de nos compatriotes vers l'étranger. Quant à l'émigration de la province de Québec, je sais qu'une grande partie de cette émigration s'est dirigée vers la province d'Ontario et s'y est fixée. Cependant, on voudrait nous faire croire que ces émigrants se sont dirigés sur les Etats-Unis.

Dans Stormont, par exemple, nous trouvons un grand nombre de Canadiens français qui s'y sont établis. Ce sont d'excellents colons qui ne peuvent qu'aider au développement des ressources du pays. Dans la cité que j'habite, nous ne comptons pas moins de cent familles de Canadiens français, et elles sont les bienvenues, car nous leur reconnaissons les qualités nécessaires aux citoyens industriels et utiles à la société,

Un grand nombre d'habitants du comté de Soulanges, comté voisin de la province d'Ontario, sont allés travailler dans les chantiers de l'Etat d'Ohio, mais ces hommes nous reviendront au printemps avec l'argent nécessaire pour pourvoir aux besoins de leurs familles. Le travail commence à devenir très rare aux Etats-Unis. Le nombre des mendiants a considérablement diminué dans ce pays, et ici, au Canada, nous pouvons avoir assez d'ouvriers et d'artisans pour en arriver à n'avoir plus de travail à donner à

M. BERGIN

tout le monde, à moins cependant qu'on ajoute foi, dans les autres pays, aux doctrines émises par les députés de la gauche.

En entendant le député de Norfolk-Nord nous dire avec une satisfaction aussi apparente, que la masse de l'émigration qui se rendait aux Etats-Unis, venait de l'Angleterre et de ses colonies ; lorsque je l'écoutais nous parler de l'émigration des Canadiens vers les Etats Unis, je n'ai pu m'empêcher de penser que cet honorable monsieur désirait tellement le progrès des Etats-Unis, qu'il voudrait arriver à son but, même aux dépens de sa propre patrie. Cette ligne de conduite, de nos adversaires, est très regrettable, mais elle n'offre rien qui puisse nous étonner, habitués que nous sommes à cette tactique de la part de ces messieurs.

Tout ce qui ressort du débat sur cette question, c'est que les libéraux seuls ont parlé d'émigration vers les Etats-Unis. Mais si leurs assertions étaient vraies, ces messieurs, pensent-ils que les députés de la droite n'ont pas assez de patriotisme pour pouvoir constater le mal et lui porter remède.

Il peut se faire que les comtés libéraux soient dépeuplés, et il n'y aurait rien d'étonnant à cela, si les électeurs de ces comtés s'entendent répéter tous les jours par les hommes qu'ils ont choisi pour chefs, que ce pays n'est pas un pays où un ouvrier peut gagner honorablement sa vie ; que tout, même jusqu'à son pain, est chargé d'impôts et qu'il vaut mieux pour eux s'en aller dans un autre pays, où leur position sera améliorée.

Malgré que je sache parfaitement que les messieurs de la gauche n'accordent que peu d'attention à ce qui leur est dit par les députés de la droite, je me permettrai de leur dire, qu'avant deux ans, ils auront acquis la preuve que ce n'est pas en dénigrant un pays et son gouvernement qu'on peut conquérir le cœur et la confiance de ses habitants.

M. YEO. Je n'avais pas l'intention de prendre la parole sur la question, à cette heure avancée, mais je me sens obligé de relever quelques remarques qui ont été faites par mon collègue pour le comté de Prince (M. Hackett). Cet honorable monsieur a dit que peu de gens avaient laissé ce comté, si ce n'est ceux qui ont été induits à partir par leurs amis des Etats-Unis.

Durant la campagne électorale de 1878, cet honorable monsieur proclamait hautement que la population de l'Isle du Prince-Edouard, d'un bout de la province à l'autre, partait pour les Etats-Unis. Il disait aux électeurs que s'ils faisaient seulement monter son parti au pouvoir, et lui donnaient l'opportunité d'inaugurer sa politique nationale, la prospérité reviendrait, que nous pourrions vivre à bon marché dans notre pays, et que nos compatriotes reviendraient des Etats-Unis.

Un bon nombre de ceux qui se disposaient à aller rejoindre leurs amis aux Etats-Unis, se sont décidés à rester, mais à leur grand désappointement, ils se sont aperçus que leur pain, leur habillement, et presque tous les autres articles des consommations, étaient taxés en raison de cette même politique nationale. Je suis porté à croire, d'après mes propres observations, que pour chaque personne qui laissait l'Isle du Prince-Edouard, sous l'ancienne administration, il y en a cinq maintenant qui partent ; et ils ne s'en vont pas aux Etats-Unis pour y trouver du travail et s'en revenir ensuite, mais ils vendent leurs terres à vil prix, dans l'intention de se fixer permanemment aux Etats-Unis. Je regrette beaucoup que tel soit le cas.

Dans mon propre comté, j'ai fait de mon mieux pour engager ceux qui voulaient partir, à rester mais inutilement ; le courant continue. J'ai eu occasion de faire deux voyages à l'île cet hiver, et chaque fois j'ai remarqué un grand nombre de personnes qui se rendaient aux Etats-Unis. Je leur ai parlé des avantages qu'ils trouveraient en allant au Manitoba, et je leur ai même passé des brochures à cet effet ; mais ce fut inutile.